

## AKTUELL

## SALAIRE SOCIAL MINIMUM

# Un passage en force sans trop de risques

Fabien Grasser

**La hausse de 170 euros du salaire social minimum au 1er janvier 2027 mécontente aussi bien le patronat que les syndicats, qui dénoncent une décision unilatérale du gouvernement. Pour la coalition, le risque d'une mobilisation sociale majeure sur ce sujet est cependant limité.**

« Nous avons été trahis », « avec Spautz, c'est pire qu'avec Mischo », « une nouvelle fois, on nous met devant le fait accompli » : depuis une dizaine de jours, Nora Back et Patrick Dury accablent le gouvernement après son passage en force sur le salaire social minimum (SSM). Pour la présidente de l'OGBL et son homologue du LCGB, la hausse de 170 euros, annoncée à l'issue du Conseil de gouvernement du 27 mars, tient de la pirouette, car il s'agit d'une augmentation qui était déjà décidée.

Pour parvenir à une hausse de 170 euros, le gouvernement intègre tout d'abord l'index de 2,5 % qui bénéficiera à tous les salaires dans les prochains mois, soit une hausse de quelque 65 euros en ce qui concerne le SSM. Il y ajoute ensuite l'habituelle hausse bisannuelle, calculée en fonction de l'évolution générale des salaires, ce qui représente une augmentation supplémentaire de 3,8 %, soit 105 euros de plus au 1er janvier 2027. Mesure inédite : l'État compensera les entreprises à hauteur de 1,3 % sur cette seconde hausse, ce qui devrait coûter entre 30 et 50 millions d'euros au contribuable.

L'Union des syndicats, réunissant l'OGBL et le LCGB, revendiquait une hausse structurelle de 300 euros, mais était prête à un compromis, selon les informations du woxx. Son exigence rejoint les recommandations de la directive européenne sur le salaire minimum adéquat, au centre d'un vif débat dans lequel les partenaires sociaux et le gouvernement se contredisaient en employant des méthodes de calcul différentes. Quoi qu'il en soit, les syndicats regrettent autant le fond que la forme, estimant être encore moins écoutés par le nouveau ministre du Travail, Marc Spautz, que par son prédécesseur, Georges Mischo. « On est passé du stade de consulter puis décider à celui de décider puis informer », résume Nora Back.

## Mal vivre de son travail

Un manque d'écoute sur lequel la rejoint Michel Reckinger, le président de l'UEL, dont les motivations sont évidemment opposées. Pour l'organisation patronale, il ne faut pas augmenter le SSM au moment où l'économie luxembourgeoise serait au plus mal et doit faire face aux incertitudes liées à la guerre au Moyen-Orient. Elle accueille néanmoins avec satisfaction la compensation de 1,3 % que l'État versera aux entreprises. Sur le fond, tant Michel Reckinger que Marc Spautz reconnaissent que le salaire minimum luxembourgeois est aujourd'hui insuffisant pour faire face au coût de la vie. Mais tous deux veulent privilégier des mesures sociales ciblées en direction des plus fragiles, accréditant ainsi l'idée que l'on ne doit pas nécessairement pouvoir vivre décemment de son travail.

Inacceptable pour les syndicats, qui affirment qu'une hausse de 300 euros aurait permis d'améliorer réellement les revenus des 70.000 salarié·es qui perçoivent le SSM et qui travaillent principalement dans l'Horeca, l'artisanat et le commerce. Ils rappellent aussi que le Luxembourg détient le record du nombre de travailleurs pauvres dans l'UE. Confrontée à Marc Spautz sur RTL, Nora Back a accusé le ministre CSV de mener une politique électoraliste, « car une grande partie des salariés au SSM sont des frontaliers qui ne votent pas ». Ce que récuse évidemment le ministre, qui dit vouloir éviter les pertes d'emplois alors que les perspectives économiques s'assombrissent.

Les syndicats promettent une riposte à la décision du gouvernement. Ils donnent d'ores et déjà rendez-vous le 1er mai, espérant une forte mobilisation, mais sans prévoir de meeting unitaire. Nora Back et Patrick Dury menacent aussi l'exécutif d'un retour dans la rue, après le succès de la manifestation de juin 2025, focalisée sur la réforme des retraites. Mais le pari est risqué sur le sujet du SSM, qui ne concerne qu'une partie des salarié·es. Il sera sans doute difficile de réunir plus de 20.000 personnes sur cette seule revendication. Une mobilisation en berne signerait un échec pour les syndicats. Le gouvernement le sait bien, et c'est pour cela qu'il s'est offert le luxe de passer en force, sans trop de risques.

## SHORT NEWS

## La fortune offshore en forte hausse

(fg) – Oxfam fait le point sur la taxation des grandes fortunes dix ans après les Panama Papers, révélées début avril 2016. Dans une étude publiée à l'occasion de cet anniversaire, l'ONG internationale estime « qu'en 2024, 3.350 milliards de dollars de richesses non imposées étaient dissimulés dans des paradis fiscaux et des comptes non déclarés ». Friand de comparaisons donnant la mesure des inégalités, Oxfam calcule que « le montant de la fortune non imposée dissimulée à l'étranger par les 0,1 % les plus riches dépasse la fortune totale de la moitié la plus pauvre de l'humanité ». La richesse offshore échappant à l'impôt représente 3,2 % du PIB mondial poursuit l'ONG. Cela représente trois fois moins que dix ans plus tôt. Ce recul est essentiellement attribué à la mise en place de l'échange automatique des informations fiscales, auquel adhèrent quelque 130 pays dans le monde. Malgré cela, la fortune placée dans les paradis fiscaux pour bénéficier de mécanismes d'optimisation fiscale est passée de 7.500 milliards de dollars en 2016 à 13.250 milliards en 2023, soit 12,5 % du PIB mondial. Cette progression confirme la concentration accrue des richesses au profit des plus fortuné·es.

## SOS-Kannerduerf: Kommission sucht Zeug\*innen

(mc) – Die Aufklärung der Missbrauchsvorwürfe gegen einen ehemaligen Direktor des „Lëtzebuurger Kannerduerf“ geht in die nächste Runde. Eine im Februar auf Initiative des Verwaltungsrates der Stiftung eingesetzte „unabhängige Expertenkommission“ hat einen Zeug\*innenaufruf gestartet. Ehemalige und derzeitige Bewohner\*innen und Mitarbeiter\*innen des Kannerduerf sowie Angehörige und sonstige Zeug\*innen können auf Wunsch auch anonym von ihren Erfahrungen berichten. Die Kommission soll Art und Ausmaß möglicher Missbräuche aufklären und herausfinden, inwiefern organisatorische Mängel zur Situation beigetragen haben könnten. Die vierköpfige Kommission, bestehend aus dem ehemaligen Generalstaatsanwalt Robert Biever, der Anwältin Claudine Erpelding, dem Psychologen Alain Massen und dem Kinderarzt Roland Seligmann, betont ihre vollständige Unabhängigkeit von der Stiftung. Ihre Arbeit ist auf zwölf Monate angelegt. Der Verein „Innocence en Danger“, der sich als Kinderschutzverein dem Fall angenommen hat, vermutet weitere Missbrauchsfälle in der Kinderbetreuungseinrichtung. Alle Informationen hierzu finden sich auf der Website: [www.comind.lu](http://www.comind.lu).

woxx@home

## Adieu, Tessie Jakobs!

(woxx) – Sie hatte sich ja schon eine ganze Zeit lang rar gemacht: Erst im vergangenen Spätsommer war Tessie Jakobs aus dem Elternurlaub in die Redaktion zurückgekehrt. Nun hat sie endgültig ihre Sachen gepackt und widmet sich neuen beruflichen Herausforderungen. Während wir es schade finden, künftig auf ihre Mitarbeit verzichten zu müssen, atmet Luxemburgs anti-woke Querfront bei dieser Nachricht erleichtert auf: Immer wieder aufs Neue haben Tessies pointierte Kommentare bei so manchen Vertretern (und hier ist nun tatsächlich kein Gendersternchen angebracht) des hiesigen Antifeminismus erst für Schnappatmung gesorgt und dann zum wütenden Griff in die Tastatur geführt. Man(n) sah durch sie gar das Luxemburger Kulturerbe in Gefahr gebracht. Die Reaktionen, die Tessie mit ihren Interventionen provozierte, machten vor allem eines deutlich: Ein Lippenbekenntnis zu Gleichberechtigung und Feminismus mag hierzulande vergleichsweise billig zu haben sein; aber wehe, wenn all das kompromisslos und mit zu Recht fehlender Demut vorgetragen wird! Und während ihre Filmkritiken von vielen geschätzt wurden, sahen andere durch die sezierenden Analysen ihren gemütlichen Popkornkinoabend vermiest. Wir werden Tessie als streitbare Redaktionskollegin vermissen und wünschen ihr für die Zukunft alles Gute!